



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la révision du zonage d'assainissement de la commune de Gaillères (40)

n°MRAe 2019DKNA256

dossier KPP-2019-8600

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et des 30 avril et 11 juillet 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président du syndicat d'équipement des communes des Landes, reçue le 11 juillet 2019, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Gaillères (40) ;

Vu la contribution de l'Agence régionale de santé en date du 22 juillet 2019 ;

Considérant que la commune de Gaillères, 610 habitants en 2016 sur un territoire de 1 400 hectares, a délégué au syndicat d'équipement des communes des Landes la compétence pour procéder à la révision de son zonage d'assainissement ;

Considérant que la commune de Gaillères est dotée d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 8 mars 2010 ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement de la commune est conduite parallèlement à l'élaboration du PLU intercommunal (PLUi) du Marsan afin que le réseau de collecte soit prévu en cohérence ;

Considérant que le projet vise également à ajuster le périmètre du zonage d'assainissement collectif aux zones urbanisées déjà raccordées ;

Considérant que le bourg dispose d'un réseau d'assainissement collectif relié à une station d'épuration d'une capacité nominale de 500 équivalent-habitants (EH) ; que le réseau est sensible aux intrusions d'eaux claires et que la station d'épuration s'avère non conforme depuis 2013 ; qu'un diagnostic est en cours pour remédier aux intrusions d'eaux claires et rendre conforme la filière de traitement ;

Considérant que le reste du territoire communal relève de l'assainissement individuel avec 98 installations autonomes ; que 57 % des installations autonomes sont conformes ; que le dossier présenté contient les informations relatives à l'aptitude des sols ; que les installations non conformes devront être remises aux normes ;

Considérant qu'une extension du réseau est prévue route de Villeneuve pour raccorder une zone à urbaniser envisagée dans le projet de PLUi ; que le dossier montre que la station d'épuration sera en limite de capacité pour traiter les effluents supplémentaires et que des solutions doivent être apportées pour améliorer le réseau d'assainissement collectif avant toute nouvelle extension ;

Considérant que compte tenu des réglementations en vigueur et des engagements de la collectivité dans le dossier présenté, le projet de révision sera accompagné d'une mise aux normes ou d'une amélioration de l'ensemble des solutions d'assainissement permettant de garantir une compatibilité du projet avec les enjeux environnementaux ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Gaillères n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Gaillères présenté par le président du syndicat d'équipement des communes des Landes (40) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du zonage d'assainissement est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 9 septembre 2019

Pour la MRAe Nouvelle Aquitaine
Le membre permanent délégué



Gilles PERRON

| |
|-----------------------------------|
| <i>Voies et délais de recours</i> |
|-----------------------------------|

1 – décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**.

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 – décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.